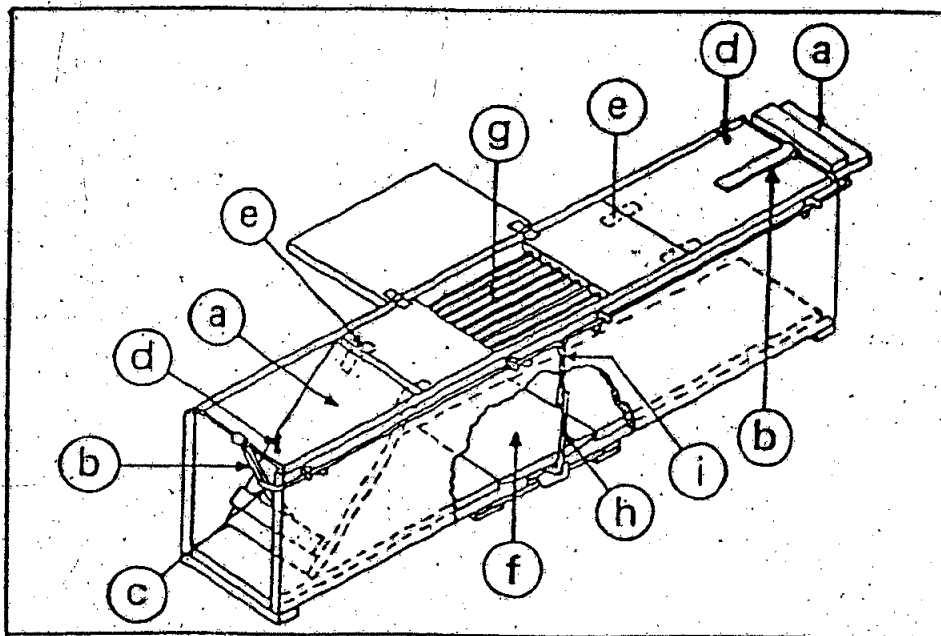


b) Model van "Kastval voor roofdieren"



a. Valdeur; b. Anti-openingsvoorziening; c. Metalen stang voor het spannen van de val; d. Haak om de deuren open te houden; e. Scharnier; f. Slagplank; g. Rooster; h. en i. Slagveersysteem.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 1995 tot machtiging van de bestrijding van sommige soorten wild.

Namen, 13 juli 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

F. 95 - 2526

[C - 27497]

**20 JUILLET 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 6 avril 1995 concernant les normes de qualité des logements collectifs et des petits logements individuels, loués ou mis en location à titre de résidence principale**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 concernant les normes de qualité des logements collectifs et des petits logements individuels, loués ou mis en location à titre de résidence principale;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 6 avril 1995 concernant les normes de qualité des logements collectifs et des petits logements individuels, loués ou mis en location à titre de résidence principale;

2° Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a le logement dans ses attributions;

3° administration : la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne;

4° commune : la commune dans laquelle est situé le logement visé par le décret;

5° attestation de conformité : le document certifiant que toutes les normes de qualité établies par le décret et par le présent arrêté sont respectées;

6° enquêteur : la personne agréée en vertu du présent arrêté pour délivrer l'attestation de conformité.

#### CHAPITRE II. — Normes de qualité des logements

**Art. 2.** Les causes d'insalubrité arrêtées en exécution de l'article 2, 1°) du décret sont établies selon les critères suivants :

§ 1er. Instabilité

Les critères d'instabilité de l'enveloppe extérieure et de la structure portante du logement sont :

a) les défauts ou insuffisances au niveau des fondations,

b) les dévers ou bombements vers l'extérieur ou l'intérieur d'ouvrages verticaux, susceptibles d'en entraîner la ruine;

c) les vices de construction apparents, parasites ou défauts réduisant la solidité de la structure portante des planchers;

d) les fentes latérales, parasites ou défauts mettant en cause la fonction première des charpentes;

e) les lézardes ou profondes fissures, la vétusté prononcée, les vices de construction ou tout autre défaut, de nature à compromettre la stabilité de la construction.

Le critère d'instabilité des composants non structurels du logement tels que la couverture, les cloisons et les plafonds est la présence de tout défaut susceptible d'entraîner leur chute ou leur effondrement.

#### § 2. Humidité

Les critères d'humidité sont la présence :

a) d'infiltrations résultant d'un défaut d'étanchéité de la toiture, des murs ou des menuiseries extérieures;

b) d'humidité ascensionnelle dans les murs ou les planchers;

c) d'une forte condensation due aux caractéristiques techniques des diverses parois extérieures ou à l'impossibilité d'assurer une ventilation normale.

#### § 3. Mэрule

Le critère de l'insalubrité due à la mэрule est la contamination par le champignon "Merulius serpula lacrimans" ou par tout champignon aux effets analogues.

#### § 4. Inadaptation structurelle ou conceptuelle de l'immeuble

Le critère de l'inadaptation structurelle ou conceptuelle est le gabarit insuffisant ou irrationnel quant au volume, aux dimensions, à l'agencement ou aux dégagements, notamment :

- une largeur d'assiette constamment inférieure à 3 mètres;

- la largeur de l'unique façade inférieure à 4 mètres;

- la plus grande largeur de façade inférieure à 3 mètres.

#### § 5. Eclairage naturel et ventilation

Les critères d'insalubrité relatifs à l'éclairage naturel et à la ventilation sont :

a) la surface totale des fenêtres d'une pièce d'habitation inférieure à  $1/12^{\text{ème}}$  de la surface du plancher;

b) le fait d'une pièce d'habitation ou d'un local sanitaire ne disposant ni d'une baie, ni d'une grille, ni d'une gaine, ouvrant sur l'extérieur, de surface de section libre en position ouverte de l'entrée d'air supérieure à 0,08 % de la surface du plancher;

c) le fait d'une pièce n'ayant pas au moins une portion de 4 m<sup>2</sup> de sa superficie sous une hauteur libre sous plafond de minimum 2,20 m en cas de pièce de jour et 2 m en cas de pièce de nuit.

#### § 6. Equipement

Les critères d'insalubrité liés à l'équipement résultent du non-respect des exigences suivantes :

1° en ce qui concerne chaque logement, individuel ou collectif :

a) au moins un point d'eau potable accessible en permanence;

b) une installation électrique ne présentant pas, de façon manifeste, de caractère dangereux;

c) un réseau d'évacuation des eaux usées raccordé à l'égout public ou à un autre système adéquat, en bon état de fonctionnement;

d) un W-C à usage exclusif des occupants du logement;

e) un système permettant l'installation d'un point de chauffage fixe dans les pièces où s'exerce la fonction de séjour et ne présentant pas, de façon manifeste, de caractère dangereux;

f) dans l'hypothèse de l'existence d'une installation de gaz, l'absence de caractère manifestement dangereux de cette installation.

2° en ce qui concerne chaque logement, collectif :

a) un point d'eau potable à usage individuel;

b) un point d'eau potable dans chaque local à usage collectif où s'exerce la fonction de cuisine;

c) un W-C à la fois par groupe entier ou partiel de 5 pièces d'habitation à usage individuel et par groupe entier ou partiel de 7 occupants;

d) un W-C pour deux niveaux d'habitation maximum.

Pour l'application des dispositions visées sous les points 1° d) et 2° c) et d) :

1° si le W-C est posé sur une fosse d'aisances, son accès doit être extérieur à l'immeuble;

2° si le W-C est à usage individuel, il ne peut communiquer directement avec une pièce de jour, à moins que :

a) ce W-C et cette pièce de jour ne fassent partie du même logement individuel;

b) ce W-C ne se situe dans un local de superficie égale ou supérieure à 4 m<sup>2</sup> pourvu d'une aération directe à l'air libre au moyen d'un ouvrant;

3° le W-C à usage individuel ne peut communiquer directement avec une pièce de nuit que si ce W-C et cette pièce de nuit font partie du même logement individuel;

4° le W-C à usage collectif ne peut communiquer directement avec aucune pièce d'habitation.

#### § 7 Circulation

Les critères d'insalubrité liés à la circulation résultent du non-respect des points suivants :

a) l'absence de déformations et d'instabilité des sols et planchers, susceptibles de provoquer des chutes;

b) le caractère fixe et stable des escaliers donnant accès aux pièces d'habitation, possédant des marches horizontales et comportant une main courante rigide, satisfaisant à la formule de l'étendue suivante :  $2H + G > 50$  cm, tout en respectant la condition :  $H < G$ , où H est la hauteur et G le giron;

c) la présence d'un garde-fou aux baies d'étage relatives, soit à une porte, soit à une fenêtre dont le seuil se situe à moins de 0,5 mètre du plancher, si elles sont munies d'un système ouvrant.

Art. 3. Les normes de superficie arrêtées en exécution de l'article 2, 2° du décret sont les suivantes :

#### § 1er. Logement individuel

a) Superficie habitable du logement

La superficie habitable du logement ne peut être inférieure à 20 m<sup>2</sup> pour une personne et 28 m<sup>2</sup> pour deux personnes.

Toutéfois, lorsque les trois fonctions - cuisine, séjour, chambre à coucher - sont assurées au sein d'une seule pièce, la superficie habitable du logement peut être réduite à 15 m<sup>2</sup> pour une personne, 23 m<sup>2</sup> pour deux personnes et 28 m<sup>2</sup> pour trois personnes.

b) Superficie habitable d'une des pièces du logement au moins

Tout logement doit comporter au moins une pièce d'une superficie minimum de 6,5 m<sup>2</sup> pour une personne et de 9 m<sup>2</sup> pour deux personnes ou plus.

§ 2. Logement collectif

a) Superficie habitable des pièces à usage individuel

Par ménage, la superficie habitable des pièces à usage individuel doit atteindre au moins 10 m<sup>2</sup> pour une personne et 12 m<sup>2</sup> pour deux personnes.

En outre, lorsqu'un ménage dispose à titre individuel de plusieurs pièces d'habitation, l'une de celles-ci au moins doit avoir une superficie minimum de 6,5 m<sup>2</sup> pour une personne et de 9 m<sup>2</sup> pour deux personnes.

b) Superficie habitable des locaux à usage collectif

La superficie habitable des locaux à usage collectif est liée à la fois au nombre total de pièces d'habitation à usage individuel et au nombre de leurs occupants; elle doit répondre aux conditions suivantes :

- pour un nombre de pièces d'habitation à usage individuel inférieur à 6, la superficie habitable des locaux à usage collectif doit au moins atteindre 5 m<sup>2</sup>; au-delà de 5 pièces d'habitation à usage individuel, cette superficie minimale doit être augmentée de 5 m<sup>2</sup> par groupe entier ou partiel de 3 pièces d'habitation à usage individuel supplémentaires;

- pour un groupe de moins de 8 occupants, la superficie habitable minimale des locaux à usage collectif est de 5 m<sup>2</sup>, au-delà de 7 occupants, cette superficie minimale est augmentée de 5 m<sup>2</sup> par groupe entier ou partiel de 7 occupants supplémentaires.

c) Superficie habitable individuelle et collective par ménage

Par ménage, la somme des superficies des pièces d'habitation à usage individuel et des superficies des locaux à usage collectif doit être au moins égale à 20 m<sup>2</sup> pour une personne et 28 m<sup>2</sup> pour deux personnes.

Pour la vérification de cette condition, les superficies habitables des locaux à usage collectif ne sont prises en compte que si ces locaux sont, soit au même niveau soit aux niveaux immédiatement supérieur ou inférieur à celui des pièces à usage individuel considérées.

Lorsqu'un ménage peut exercer dans la ou les pièces à son seul usage les trois fonctions - cuisine, séjour, chambre à coucher - les superficies habitables à usage individuel sont soumises aux prescriptions du logement individuel telles que prévues au §1er a) et par dérogation au point b) ci-dessus, aucune superficie habitable de locaux à usage collectif ne doit être prévue pour le ménage considéré. En outre, ni le nombre de pièces d'habitation à usage individuel de ce ménage, ni le nombre des occupants de ces pièces d'habitation à usage individuel ne sont pris en compte pour la fixation de la superficie habitable d'éventuels locaux à usage collectif.

Art. 4. Les normes relatives au nombre de pièces d'habitation à usage individuel, par ménage, en exécution de l'article 2, 2° du décret, sont les suivantes :

- a) une pièce par couple;
- b) une pièce par personne ou groupe de deux personnes du même sexe;
- c) une pièce pour un couple et son enfant âgé de moins de huit ans;
- d) une pièce pour un adulte et ses deux enfants âgés de moins de huit ans.

Art. 5. Pour tout immeuble comportant au moins un logement visé par le décret, les normes relatives au respect de la vie privée en exécution de l'article 2, 3° dudit décret sont les suivantes :

1° Les accès à l'immeuble ainsi qu'à chaque logement tombant sous le champ d'application du décret doivent être munis de portes fermant à clef. Le locataire doit être mis en possession des clefs, en double exemplaire, nécessaires en vue d'accéder à l'immeuble et aux parties qu'il occupe à titre individuel;

2° l'accès à chaque pièce d'habitation à usage individuel d'un même ménage doit pouvoir se faire sans devoir passer par une pièce d'habitation à usage individuel d'un autre ménage;

3° Tout W.C., toute salle d'eau, toute salle de bains doivent pouvoir fermer à clef, sauf s'il s'agit d'un logement individuel et si, en cas d'immeuble comportant plusieurs logements, les locaux dont question ne sont accessibles qu'au ménage occupant ce logement;

4° Des sonnettes individuelles doivent être prévues à l'entrée principale de l'immeuble, de façon à ce que chaque ménage puisse être directement appelé;

5° Chaque ménage doit disposer d'une boîte aux lettres fermant à clé.

### CHAPITRE III. — Dispositions relatives aux enquêteurs

Art. 6. Sont habilités à être enquêteurs :

1° les fonctionnaires communaux des niveaux 1, 2+ et 2 qui ont une qualification technique en matière de bâtiment et de construction;

2° les personnes qui ne sont pas fonctionnaires communaux et qui détiennent un diplôme:

- d'architecte;
- d'ingénieur civil architecte;
- d'ingénieur civil en construction;
- d'ingénieur industriel en construction;
- d'ingénieur technicien en construction;
- de géomètre-expert immobilier.

Art. 7. § 1er. Sont agréés par le ministre au titre d'enquêteur :

1° les fonctionnaires communaux désignés par le bourgmestre et repris dans une liste que les communes transmettent à l'administration;

2° les architectes qui ne sont pas fonctionnaires communaux et qui, ayant manifesté leur volonté d'agir en tant qu'enquêteurs, sont repris dans une liste que l'Ordre des architectes transmet à l'administration;

3° les autres personnes visées à l'article 6, 2° qui signalent directement à l'administration leur volonté d'agir en tant qu'enquêteurs.

§ 2. Préalablement à son agrément, l'enquêteur doit s'engager à ne pas exercer de mission s'il a, soit personnellement, soit par personne interposée, un intérêt quelconque susceptible d'influencer cette mission.

L'existence d'un tel intérêt est présumée :

1° dès qu'il y a parenté ou alliance jusqu'au quatrième degré inclusivement entre l'enquêteur et le bailleur ou son conjoint;

2° lorsque l'enquêteur se trouve dans un lien de subordination vis-à-vis du bailleur ou de son conjoint;

3° dans le cas où le bailleur est une personne morale de droit privé, dès qu'il y a parenté ou alliance jusqu'au quatrième degré inclusivement entre l'enquêteur et toute personne qui exerce pour le compte du bailleur un pouvoir de direction ou de gestion;

4° lorsque l'enquêteur est lui-même ou par personne interposée, propriétaire, copropriétaire ou associé actif d'une personne morale de droit privé qui agit en tant que bailleur ou exerce, en droit ou en fait, par lui-même ou par personne interposée, un pouvoir de direction ou de gestion;

5° lorsque l'enquêteur détient, soit par lui-même, soit par personne interposée, une ou des actions ou parts représentant au moins 5 % du capital social d'une personne morale de droit privé qui agit en tant que bailleur.

Art. 8. Ni la commune, ni l'enquêteur agréé en application de l'article 7 § 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, ne peut exiger du bailleur, pour l'accomplissement des tâches visées à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, une rémunération hors T.V.A. qui excède :

1° 5 000 F en cas de logement individuel;

2° 5 000 F, à majorer de 1 000 F par pièce d'habitation à usage individuel, en cas de logement collectif.

Art. 9. Le Ministre procède, par arrêté, au retrait de l'agrément de l'enquêteur lorsque ce dernier :

1° a perdu une des conditions d'agrément;

2° n'a pas respecté l'engagement visé à l'article 7, § 2;

3° a commis une faute professionnelle grave.

Le retrait de l'agrément est notifié à l'enquêteur par lettre recommandée.

#### CHAPITRE IV

##### *Procédure relative à l'obtention de l'attestation de conformité et à la délivrance du permis de location*

Art. 10. Le bailleur demande à la commune le formulaire nécessaire à l'obtention de l'attestation de conformité.

Ledit formulaire, dont le modèle est établi par le Ministre, est remis au bailleur en deux exemplaires dans les huit jours de la réception de sa demande.

Art. 11. Le bailleur complète dans chaque exemplaire du formulaire visé à l'article 10 les rubriques permettant son identification personnelle ainsi que celle de l'immeuble concerné et du logement à visiter.

Le bailleur se met en contact soit avec la commune, s'il opte pour un enquêteur fonctionnaire communal, soit avec un enquêteur agréé en application de l'article 7 § 1<sup>er</sup>, 2° et 3°. De commun accord entre l'enquêteur, le bailleur et le locataire, une date est fixée pour la visite du logement.

Art. 12. Après visite du logement, l'enquêteur complète les deux exemplaires du formulaire visé à l'article 10.

S'il appert de la visite du logement que les normes fixées aux articles 2 à 5 sont respectées, l'enquêteur établit, en deux exemplaires, l'attestation de conformité selon le modèle établi par le Ministre.

Si les normes fixées aux articles 2 à 5 ne sont pas totalement respectées, l'enquêteur dresse la liste des travaux à réaliser à la rubrique du formulaire prévue à cet effet.

Art. 13. L'enquêteur conserve un exemplaire des documents qu'il a complétés et établis et remet l'autre exemplaire au bailleur.

Lorsque l'enquêteur a dû faire application de la disposition prévue à l'article 12, alinéa 3, il en informe sans délai la commune ainsi que l'administration et leur transmet copie du formulaire qu'il a complété.

Lorsqu'une attestation de conformité a été délivrée, le bailleur transmet à la commune, sous pli recommandé, sa déclaration de location ou de mise en location, dont le modèle est établi par le ministre, accompagnée de l'original du formulaire et de l'attestation de conformité. La commune est chargée de conserver ces documents et d'en transmettre copie à l'administration.

Art. 14. Les services communaux complètent le permis de location du logement concerné en quatre exemplaires, selon le modèle établi par le Ministre, dès qu'ils sont mis en possession des documents dûment complétés, visés à l'article 13, alinéa 3, de manière à ce que le collège des bourgmestre et échevins puisse délivrer le permis de location conformément aux dispositions de l'article 3, alinéa 2 du décret.

Deux exemplaires du permis de location sont remis au bailleur, un exemplaire est envoyé à l'administration, un exemplaire est conservé à la commune.

Art. 15. Lorsqu'il sollicite un permis de location provisoire en vertu de l'article 4 du décret, le bailleur transmet sous pli recommandé à la commune l'original du formulaire complété par l'enquêteur ainsi qu'une copie certifiée conforme à l'original du bail à rénovation dûment enregistré.

Si la décision du collège des bourgmestre et échevins est d'accorder un permis de location provisoire, les services communaux complètent ce permis, en quatre exemplaires, selon le modèle établi par le Ministre, et en délivrent deux exemplaires au bailleur dans les quinze jours de la décision du collège des bourgmestre et échevins. Un exemplaire est envoyé à l'administration, un exemplaire est conservé à la commune.

Si la décision du collège des bourgmestre et échevins est de refuser le permis de location provisoire, les services communaux notifient la décision au bailleur dans les quinze jours de la décision et adressent copie de la notification à l'administration.

#### CHAPITRE V. — Contrôles et sanctions

Art. 16. Le Ministre désigne parmi les enquêteurs fonctionnaires de la commune et parmi les fonctionnaires de l'administration les personnes chargées d'effectuer, d'initiative ou à la suite de plaintes, des visites de contrôle.

Toute plainte relative à l'inobservation éventuelle de dispositions prévues par le décret ou par le présent arrêté peut être déposée par quiconque auprès de la commune ou auprès de l'administration.

Art. 17. Dans les quarante jours suivant la réception d'une plainte, une visite de contrôle du logement concerné est effectuée par les fonctionnaires de la commune désignés à cet effet, en cas de plainte déposée auprès de la commune et par les personnes désignées au sein de l'administration, en cas de plainte déposée auprès de cette dernière.

La commune peut relayer les plaintes qu'elle a reçues auprès de l'administration. Dans ce cas, la plainte doit lui être transmise dans les huit jours du dépôt de celle-ci auprès de la commune.

Lorsqu'une plainte adressée à la commune concerne un logement pour lequel l'attestation de conformité a été établie par un enquêteur fonctionnaire de la commune, la plainte doit automatiquement être relayée auprès de l'administration.

**Art. 18.** De la visite de contrôle visée à l'article 17, il est dressé un rapport, en trois exemplaires, selon le modèle établi par le Ministre.

Un exemplaire est destiné à la commune.

Un exemplaire est destiné à l'administration.

Un exemplaire est destiné au bailleur et lui est transmis, selon le cas, par la commune ou par l'administration.

En ce qui concerne le locataire du logement visé par la visite de contrôle, il est informé, selon le cas, par la commune ou par l'administration, de la teneur du rapport de visite relative aux locaux qu'il occupe à titre individuel et aux locaux à usage collectif dont il peut disposer.

**Art. 19. § 1er.** En cas de constatation d'infractions au décret et au présent arrêté, les personnes qui ont effectué la visite de contrôle dressent procès-verbal selon le modèle établi par le Ministre.

Ce procès-verbal est transmis au ministère public et, selon le cas, copie est adressée dans les dix jours à la commune ou à l'administration.

**§ 2.** Lorsque le collège des bourgmestre et échevins agit en exécution de l'article 6 du décret, copie de la mise en demeure de même que de l'éventuelle décision de retrait du permis de location est transmise dans le mois à l'administration.

**§ 3.** En cas d'inaction du collège des bourgmestre et échevins, copie de la décision du Gouvernement, conformément à l'article 6 du décret est adressée dans le mois à la commune.

**Art. 20.** Les services communaux ou, à défaut, l'administration complètent le formulaire de retrait du permis de location en quatre exemplaires selon le modèle établi par le Ministre.

Un exemplaire est remis au bailleur.

Un exemplaire est remis aux locataires.

Un exemplaire est destiné à la commune.

Un exemplaire est destiné à l'administration.

**Art. 21.** Le décret ainsi que le présent arrêté entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1995.

**Art. 22.** Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 juillet 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

#### ÜBERSETZUNG

D. 95 - 2528

[C - 27497]

**20. JULI 1995.** — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 6. April 1995 bezüglich der Qualitätsnormen der Gemeinschaftswohnungen und der kleinen Einzelwohnungen, die als Hauptwohnsitz vermietet bzw. zu Miete freigegeben werden

Aufgrund des Dekrets vom 6. April 1995 bezüglich der Qualitätsnormen der Gemeinschaftswohnungen und der kleinen Einzelwohnungen, die als Hauptwohnsitz vermietet bzw. zu Miete freigegeben werden;

Aufgrund des Gutachtens des hohen Rates der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region;

Aufgrund des Gutachtens des Staatrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt die Wallonische Regierung:

#### KAPITEL I. — Begriffsbestimmungen

**Artikel 1.** Für die Ausführung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 6. April 1995 bezüglich der Qualitätsnormen der Gemeinschaftswohnungen und der kleinen Einzelwohnungen, die als Hauptwohnsitz vermietet bzw. zu Miete freigegeben werden;

2° Minister: der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

3° Verwaltung: die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes der Wallonischen Region;

4° Gemeinde: die Gemeinde, in der die durch das Dekret betroffene Wohnung gelegen ist;

5° Konformitätsbescheinigung: das Dokument zur Bestätigung, daß alle durch das Dekret und den vorliegenden Erlaß festgesetzten Qualitätsnormen eingehalten werden;

6° Untersucher: die Person, die aufgrund des vorliegenden Erlasses zugelassen wird, um die Konformitätsbescheinigung zu erteilen.

#### KAPITEL II. — Qualitätsnormen der Wohnungen

**Art. 2.** Die in Ausführung von Artikel 2, 1° des Dekrets festgesetzten Ursachen der gesundheitlichen Unzutraglichkeit werden nach den folgenden Kriterien bestimmt:

##### § 1. Baufälligkeit

Die Kriterien der Baufälligkeit des Außenmantels und der tragenden Struktur der Wohnung sind:

a) die Defekte und Mängel der Grundmauern;

b) die Überhöhungen und Wölbungen nach Außen oder Innen bei senkrechten Werken, wenn diese den Verfall der Werke verursachen könnten;

c) die sichtbaren Konstruktionsfehler, die Schmarotzer oder Mängel, die die Festigkeit der tragenden Struktur der Fußböden verringern;

d) die seitlichen Spalten, die Schmarotzer oder Mängel, die die Hauptfunktion des Dachstuhls gefährden;

e) die Mauerrisse oder tiefen Brüche, die markante Überalterung, die Konstruktionsfehler oder alle anderen Defekte, die die Festigkeit des Bauwerks beeinträchtigen könnten.

Das Kriterium für eine mangelnde Festigkeit der nicht strukturellen Bestandteile, sowie die Bedachung, die Wände und die Decken, ist das Vorhandensein jedes Mangels, der den Fall oder Verfall dieser Teile verursachen könnte.

## § 2. Feuchtigkeit

Die Feuchtigkeitskriterien sind:

a) das Eindringen von Wasser infolge eines Mangels an Dichtigkeit der Bedachung, der Mauer, oder des Außenholzwerkes;

b) die steigende Feuchtigkeit in den Mauern oder den Fußböden;

c) eine hohe Kondensation infolge der technischen Eigenschaften der verschiedenen Außenmauern oder der Unmöglichkeit, eine normale Belüftung zu gewährleisten.

## § 3. Hausschwamm

Das Kriterium der durch den Hausschwamm verursachten gesundheitlichen Unzuverlässigkeit ist die Verseuchung durch den "Merulius Serpula lacrimans" Pilz oder durch jeden anderen Pilz mit ähnlicher Wirkung.

## § 4. Ungeeignetes Gebäude aufgrund seiner Struktur oder eines nicht angepaßten Entwurfs

Das Kriterium eines ungeeigneten Gebäude aufgrund seiner Struktur oder eines nicht angepaßten Entwurfs ist unzureichende oder irrationale Größe in bezug auf das Volumen, die Abmessungen, die Raumaufteilung oder die Korridore, insbesondere:

- eine ständige Grundbreite unter 3 m;
- die Breite der einzigen Fassade unter 4 m;
- die höchste Fassadenbreite unter 3 m.

## § 5. Tageslichtbeleuchtung und Lüftung

Die Kriterien der gesundheitlichen Unzuverlässigkeit bezüglich der Tageslichtbeleuchtung und der Lüftung sind:

- a) eine gesamte Fensterfläche eines Wohnraums, die weniger als 1/12 der Fußbodenfläche beträgt;
- b) wenn ein Wohnraum oder ein Sanitärraum weder über einen öffnenden Ausschnitt noch ein Lüftungsgitter noch einen Lüftungskanal mit einer Öffnung nach Außen verfügt, bei denen die Fläche des lichten Querschnitts in geöffneter Stellung für den Lufteinlaß höher als 0,08 % der Fußbodenfläche ist;
- c) wenn ein Raum nicht über einen Flächenteil von mindestens 4 m<sup>2</sup> unter einer freien Deckenhöhe von mindestens 2,20 m in den Tagesräumen und 2 m in den Schlafräumen verfügt.

## § 6. Ausstattung

Die Kriterien der mit der Ausstattung verbundenen gesundheitlichen Unzuverlässigkeit ergeben sich aus der Nichteinhaltung der folgenden Forderungen:

- 1° was jede Wohnung betrifft, sei es eine Einzel- oder eine Gemeinschaftswohnung:
  - a) mindestens eine ständig zugängliche Trinkwasserzapfstelle;
  - b) eine elektrische Anlage, die offensichtlich nicht gefährlich ist;
  - c) ein Abwässerungsnetz mit Anschluß an die öffentliche Kanalisation oder an ein anderes geeignetes, funktionsfähiges System;
  - d) ein W.C. zur Benutzung ausschließlich durch die Benutzer der Wohnung;
  - e) ein System, das das Anlegen einer festen Heizungsstelle in den Räumen, die als Wohnzimmer dienen, ermöglicht, und das offensichtlich nicht gefährlich ist;
  - f) im Falle einer Gasanlage, so muß diese Anlage offensichtlich ungefährlich sein.
- 2° was jede Gemeinschaftswohnung betrifft:
  - a) eine Trinkwasserzapfstelle zur einzelnen Benutzung;
  - b) eine Trinkwasserzapfstelle in jedem Gemeinschaftsraum, der als Küche dient;
  - c) ein W.C. zugleich für jede Gruppe oder jeden Gruppenteil von 5 Zimmern zur einzelnen Benutzung und für jede Gruppe oder jeden Gruppenteil von 7 Benutzern;
  - d) ein W.C. für höchstens zwei Stockwerke der Wohnung.

Für die Anwendung der unter 1°d) und 2°c) und d) erwähnten Bestimmungen:

- 1° wenn das W.C. auf eine Abortgrube installiert ist, muß sein Zugang außerhalb der Wohnung sein;
- 2° wenn das W.C. zur einzelnen Benutzung dient, so darf es keinen unmittelbaren Zugang zu einem Tagesraum haben, es sei denn:
  - a) dieses W.C. und dieser Tagesraum derselben Einzelwohnung angehören;
  - b) dieses W.C. sich in einem Raum befindet, dessen Fläche mindestens 4 m<sup>2</sup> beträgt und der mit einer direkten Außenbelüftung durch einen Fensterflügel ausgestattet ist;
- 3° das W.C. zur einzelnen Benutzung darf einen unmittelbaren Zugang zu einem Schlafräum haben, nur wenn dieses W.C. und dieser Schlafräum derselben Einzelwohnung angehören;
- 4° das W.C. zur gemeinschaftlichen Benutzung darf keinen unmittelbaren Zugang zu einem Wohnraum haben.

## § 7. Verkehr

Die Kriterien der mit dem Verkehr verbundenen gesundheitlichen Unzuverlässigkeit ergeben sich aus der Nichteinhaltung der folgenden Punkte:

- a) die Fußböden oder Dielen dürfen weder Verformungen noch einen Mangel an Festigkeit aufweisen, wegen denen man fallen könnte;
- b) die Treppen, durch die die Wohnräume zugänglich sind, müssen fest und standsicher sein, waagerechte Stufen und einen harten Handlauf haben; außerdem müssen sie nach folgender Flächeformel gebaut sein:  $2H + G > 50$  cm, und gleichzeitig folgende Bedingung erfüllen:  $H < G$ , wobei H die Höhe und G die Trittbreite sind;
- c) die Stockwerköffnungen, die entweder einer Tür oder einem Fenster mit einer weniger als 0,50 m des Bodens entfernten Schwelle angehören, müssen ein Schutzgeländer haben, wenn sie mit einem Öffnungssystem ausgestattet sind.

Art. 3. Die in Ausführung von Artikel 2, 2°) des Dekrets festgesetzten Flächennormen sind die folgenden:

### § 1. Einzelwohnung

a) Wohnfläche der Wohnung:

Die Wohnfläche der Wohnung darf nicht niedriger als 20 m<sup>2</sup> für eine Person und als 28 m<sup>2</sup> für zwei Personen sein.

Wenn die drei Funktionen (Küche, Wohnzimmer, Schlafzimmer) in dem selben Raum stattfinden, kann dieser Wert jedoch auf 15 m<sup>2</sup> für eine Person, auf 23 m<sup>2</sup> für zwei Personen und auf 28 m<sup>2</sup> für drei Personen begrenzt werden.

**b) Wohnfläche von mindestens einem Raum in der Wohnung**

Jede Wohnung muß mindestens einen Raum mit einer Mindestfläche von 6,5 m<sup>2</sup> für eine Person und von 9 m<sup>2</sup> für zwei oder mehr Personen haben.

**§ 2. Gemeinschaftswohnung**

**a) Wohnfläche der Räume zur einzelnen Benutzung**

Die Wohnfläche der Räume zur Benutzung durch einen einzelnen Haushalt muß pro Haushalt mindestens 10 m<sup>2</sup> für eine Person und 12 m<sup>2</sup> für zwei Personen betragen.

Wenn ein Haushalt über mehrere Räume zur eigenen Benutzung verfügt, muß mindestens einer dieser Räume eine Mindestfläche von 6,5 m<sup>2</sup> für eine Person und von 9 m<sup>2</sup> für zwei oder mehr Personen haben.

**b) Wohnfläche der Gemeinschaftsräume**

Die Wohnfläche der Gemeinschaftsräume ist sowohl mit der Gesamtanzahl der Wohnräume zur einzelnen Benutzung wie mit der Anzahl ihrer Benutzer verbunden; sie muß folgende Bedingungen erfüllen:

- wenn es weniger als 6 Wohnräume zur einzelnen Benutzung gibt, dann muß die Wohnfläche der Gemeinschaftsräume mindestens 5 m<sup>2</sup> betragen; wenn es mehr als 5 Wohnräume zur einzelnen Benutzung gibt, dann muß diese Mindestfläche um 5 m<sup>2</sup> pro Gruppe oder Gruppenteil von 3 zusätzlichen Wohnräumen zur einzelnen Benutzung erhöht werden;

- für eine Gruppe von weniger als 8 Bewohnern beträgt die Mindestwohnfläche der Gemeinschaftsräume 5 m<sup>2</sup>; wenn es mehr als 7 Bewohner gibt, dann muß diese Mindestfläche um 5 m<sup>2</sup> pro Gruppe oder Gruppenteil von 7 zusätzlichen Benutzern erhöht werden;

**c) Einzel- und Gemeinschaftswohnfläche pro Haushalt**

Pro Haushalt muß die Summe der Flächen der Wohnräume zur einzelnen Benutzung und der Flächen der Gemeinschaftsräume mindestens 20 m<sup>2</sup> für eine Person und 28 m<sup>2</sup> für zwei Personen betragen.

Für die Überprüfung dieser Bedingung werden die Wohnflächen der Gemeinschaftsräume nur berücksichtigt, wenn diese Räume entweder im selben Stockwerk wie die berücksichtigten Räume zur einzelnen Benutzung oder in unmittelbar höher oder unten gelegenen Stockwerk liegen.

Wenn ein Haushalt in dem bzw. den Räumen zur eigenen Benutzung die drei Funktionen (Küche, Wohnzimmer und Schlafzimmer) ausüben kann, unterliegen die Wohnflächen zur einzelnen Benutzung den wie in § 1, a) vorgesehenen Vorschriften der Einzelwohnung, und in Abweichung vom obenstehenden Punkt b) muß keine Wohnfläche der Gemeinschaftsräume für den berücksichtigten Haushalt vorgesehen werden. Außerdem wird weder die Anzahl der Wohnräume zur einzelnen Benutzung durch diesen Haushalt noch die Anzahl der Benutzer dieser Räume für die Festsetzung der Wohnfläche von eventuellen Gemeinschaftsräumen in Betracht gezogen.

**Art. 4.** Die Normen bezüglich der Anzahl Wohnräume zur einzelnen Benutzung pro Haushalt in Ausführung von Artikel 2, 2° des Dekrets sind die folgenden:

- a) ein Zimmer pro Paar;
- b) ein Zimmer je Person oder je Gruppe von zwei Personen gleichen Geschlechts;
- c) ein Zimmer für ein Paar und dessen unter 8 Jahren altes Kind;
- d) ein Zimmer für einen Erwachsenen und dessen zwei unter acht Jahren alte Kinder.

**Art. 5.** Für jedes Gebäude mit mindestens einer durch das Dekret betroffenen Wohnung sind die Normen bezüglich der Achtung des Privatlebens in Ausführung von Artikel 2, 3° des besagten Dekrets die folgenden:

1° Die Zugänge zum Gebäude sowie zu jeder unter den Anwendungsbereich des Dekrets fallenden Wohnung müssen mit verschließbaren Türen ausgestattet sein. Der Vermieter muß über zwei Exemplare der notwendigen Schlüssel verfügen, um zum Gebäude und zu den Teilen, die er einzeln bewohnt, Zugang zu haben;

2° Der Zugang zu jedem Wohnraum zur einzelnen Benutzung durch einen selben Haushalt muß möglich sein, ohne einen Wohnraum zur einzelnen Benutzung eines anderen Haushalts durchqueren zu müssen;

3° Jedes W.C., jeder Waschraum und jedes Badezimmer müssen abgeschlossen werden können; außer im Falle einer Einzelwohnung, und, im Falle eines Gebäudes mit mehreren Wohnungen, wenn die besagten Räume nur dem diese Wohnung bewohnenden Haushalt zugänglich sind.

4° Einzelne Klingeln müssen am Haupteingang des Gebäudes vorgesehen werden, so daß jeder Haushalt direkt gerufen werden kann;

5° Jeder Haushalt muß über einen verschließbaren Briefkasten verfügen.

**KAPITEL III. — Bestimmungen bezüglich der Untersucher**

**Art. 6.** Die folgenden Personen sind berechtigt, Untersucher zu werden:

- 1° die Gemeindebeamten der Stufen 1, 2+ und 2, die eine technische Qualifikation im Bereich Bau haben;
- 2° die Personen, die keine Gemeindebeamten sind und Inhaber eines der folgenden Diplome sind:

- Architekt;
- Zivilingenieur-Architekt;
- Zivilingenieur im Bereich Bau;
- Industrieningenieur im Bereich Bau;
- Technischer Ingenieur im Bereich Bau;
- Landmesser-Immobilienexperte.

**Art. 7. § 1.** Die folgenden Personen werden vom Minister als Untersucher zugelassen:

1° die vom Bürgermeister bezeichneten Gemeindebeamten, die in eine Liste, welche die Gemeinden der Verwaltung übermitteln, eingetragen werden;

2° die Architekten, die keine Gemeindebeamten sind, und die, nach Äußerung ihres Wunsches, als Untersucher zu handeln, in eine Liste, welche der Architektenorden der Verwaltung übermitteln, eingetragen werden;

3° die anderen in Artikel 6, 2° erwähnten Personen, die der Verwaltung unmittelbar ihren Wunsch mitteilen, als Untersucher zu handeln.

**§ 2.** Vor seiner Zulassung muß der Untersucher sich verpflichten, keine Aufgabe zu erfüllen, wenn er entweder persönlich oder durch eine Mittelsperson irgendwelches Interesse hat, das diese Aufgabe beeinflussen könnte.

Ein solches Interesse wird vermutet:

1° wenn der Untersucher mit dem Vermieter oder dessen Ehepartner bis zum vierten Grad einschließlich verwandt oder verschwägert ist;

2° wenn der Untersucher dem Vermieter oder dessen Ehepartner untersteht;

3° falls der Vermieter eine juristische Person des privaten Rechtes ist, wenn der Untersucher mit einer Person, die im Auftrag des Vermieters eine Leitungs- oder Verwaltungsbefugnis ausübt, bis zum vierten Grad einschließlich verwandt oder verschwägert ist;

4° wenn der Untersucher selbst oder durch eine Mittelsperson Eigentümer, Miteigentümer oder aktiver Teilhaber einer juristischen Person des privaten Rechtes ist, die als Vermieter handelt, oder wenn er selbst oder durch eine Mittelsperson rechtlich oder de facto eine Leitungs- oder Verwaltungsbefugnis ausübt;

5° wenn der Untersucher entweder selbst oder durch eine Mittelsperson Inhaber einer bzw. mehrerer Aktien oder Anteile in Höhe von mindestens 5 % des Gesellschaftskapitals einer juristischen Person des privaten Rechtes ist, die als Vermieter handelt.

**Art. 8.** Weder die Gemeinde noch der in Anwendung von Artikel 7 § 1, 2° und 3° zugelassene Untersucher kann für die Erfüllung der in Artikel 12 Absatz 1 erwähnten Aufgaben vom Vermieter eine höhere Vergütung außerhalb MWSt. als die folgenden Beträge verlangen:

1° 5 000 BEF im Falle einer Einzelwohnung;

2° 5 000 BEF zuzüglich 1 000 BEF je Wohnraum zur einzelnen Benutzung im Falle einer Gemeinschaftswohnung.

**Art. 9.** Durch Erlaß entzieht der Minister die Zulassung des Untersuchers, wenn dieser:

1° eine der Bedingungen der Zulassung nicht mehr erfüllt;

2° die in Artikel 7 § 2 erwähnte Verpflichtung nicht eingehalten hat;

3° in der Ausübung seines Berufs einen schweren Fehler begangen hat.

Der Entzug der Zulassung wird dem Untersucher per Einschreiben mitgeteilt.

#### KAPITEL IV. — Verfahren zum Erhalt der Konformitätsbescheinigung und zur Erteilung der Mietgenehmigung

**Art. 10.** Der Vermieter beantragt bei der Gemeinde das notwendige Formular, um die Konformitätsbescheinigung zu erhalten.

Dieses Formular, dessen Muster vom Minister festgelegt wird, wird dem Vermieter innerhalb von acht Tagen nach Eingang seines Antrags in doppelter Ausfertigung übermittelt.

**Art. 11.** Der Vermieter füllt in jedem Exemplar des in Artikel 10 erwähnten Formulars die Spalten aus, die seine persönliche Identifizierung sowie die Identifizierung des betroffenen Gebäudes und der zu besichtigenden Wohnung ermöglichen.

Der Vermieter nimmt Kontakt entweder mit der Gemeinde, wenn er sich für einen Gemeindebeamten als Untersucher entscheidet, oder mit einem in Anwendung von Artikel 7 § 1, 2° und 3° zugelassenen Untersucher auf. Im gemeinsamen Einvernehmen zwischen dem Untersucher, dem Vermieter und dem Mieter wird ein Datum für die Besichtigung der Wohnung festgelegt.

**Art. 12.** Nach Besichtigung der Wohnung füllt der Untersucher die beiden Exemplare des in Artikel 10 erwähnten Formulars aus.

Wenn sich nach der Besichtigung der Wohnung erweist, daß die in Artikel 2 bis 5 festgelegten Bestimmungen eingehalten werden, erstellt der Untersucher in doppelter Ausfertigung die Konformitätsbescheinigung nach dem vom Minister festgesetzten Muster.

Werden die in Artikel 2 bis 5 festgelegten Bestimmungen nicht ganz eingehalten, so stellt der Untersucher die Liste der durchzuführenden Arbeiten in der zu diesem Zweck vorgesehenen Spalte des Formulars auf.

**Art. 13.** Der Untersucher bewahrt ein Exemplar der Dokumente, die er ausgefüllt und aufgestellt hat, und übergibt das andere Exemplar dem Vermieter.

Wenn der Untersucher die in Artikel 12 Absatz 3 vorgesehene Bestimmung hat anwenden müssen, so informiert er umgehend die Gemeinde sowie die Verwaltung darüber und übermittelt ihnen eine Abschrift des Formulars, das er ausgefüllt hat.

Wenn eine Konformitätsbescheinigung erteilt worden ist, übermittelt der Vermieter der Gemeinde per Einschreiben seine Vermietungs- bzw. Mietfreigabeserklärung, deren Muster vom Minister festgelegt wird, zusammen mit dem Original des Formulars und der Konformitätserklärung. Die Gemeinde wird damit beauftragt, diese Unterlagen aufzubewahren und der Verwaltung eine Abschrift davon zu übermitteln.

**Art. 14.** Die Gemeindedienststellen füllen die Mietgenehmigung der betreffenden Wohnung in vier Ausfertigungen und nach dem vom Minister festgelegten Muster aus, sobald sie die ordnungsgemäß ausgefüllten in Artikel 13 Absatz 3 erwähnten Unterlagen erhalten, so daß das Bürgermeister- und Schöffenkollegium gemäß den Bestimmungen von Artikel 3 Absatz 2 des Dekrets die Mietgenehmigung erteilen kann.

Zwei Exemplare der Mietgenehmigung werden dem Vermieter ausgehändigt, ein Exemplar wird der Verwaltung zugeschickt und ein Exemplar wird bei der Gemeinde aufbewahrt.

**Art. 15.** Wenn der Vermieter aufgrund von Artikel 4 des Dekrets eine vorläufige Mietgenehmigung beantragt, übermittelt er der Gemeinde per Einschreiben das Original des vom Untersucher ausgefüllten Formulars sowie eine beglaubigte Abschrift des Originals des ordnungsgemäß registrierten Sanierungsmietvertrags.

Wenn das Bürgermeister- und Schöffenkollegium beschließt, eine vorläufige Mietgenehmigung zu gewähren, füllen die Gemeindedienststellen diese Genehmigung in vier Ausfertigungen und nach dem vom Minister festgelegten Muster aus und erteilen dem Vermieter zwei Exemplare von dieser Genehmigung innerhalb von vierzehn Tagen nach dem Beschluß des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums. Ein Exemplar wird der Verwaltung zugeschickt und ein Exemplar wird bei der Gemeinde aufbewahrt.

Wenn das Bürgermeister- und Schöffenkollegium beschließt, die vorläufige Mietgenehmigung abzulehnen, teilen die Gemeindedienststellen dem Vermieter den Beschluß innerhalb von vierzehn Tagen nach der Beschlußfassung mit und richten eine Abschrift der Mitteilung an die Verwaltung.

#### KAPITEL V. — Kontrolle und Strafbestimmungen

**Art. 16.** Der Minister bezeichnet unter die Gemeindebeamten-Untersucher und unter die Verwaltungsbeamten die Personen, die damit beauftragt werden, auf eigene Initiative oder infolge von Beschwerden, Kontrollbesuche zu machen.

Jede Beschwerde bezüglich der eventuellen Nichtbeachtung der durch das Dekret oder durch den vorliegenden Erlaß vorgesehenen Bestimmungen kann von jedem bei der Gemeinde oder bei der Verwaltung geführt werden.

**Art. 17.** Innerhalb von vierzig Tagen nach Eingang einer Beschwerde wird ein Kontrollbesuch der betreffenden Wohnung entweder durch die zu diesem Zweck bezeichneten Gemeindebeamten, im Falle einer bei der Gemeinde eingegangenen Beschwerde, oder durch die in der Verwaltung bezeichneten Personen, im Falle einer bei der Verwaltung eingegangenen Beschwerde durchgeführt.



Die Gemeinde ist dazu berechtigt, die erhaltenen Beschwerden an die Verwaltung weiterzuleiten. In diesem Fall muß die Beschwerde innerhalb von acht Tagen nach ihrer Einreichung bei der Gemeinde an die Verwaltung zugestellt werden.

Wenn eine an die Gemeinde gerichtete Beschwerde eine Wohnung betrifft, für die die Konformitätsbescheinigung durch einen Gemeindebeamten-Untersucher erstellt worden ist, muß die Beschwerde automatisch an die Verwaltung weitergeleitet werden.

**Art. 18.** Über den in Artikel 17 erwähnten Kontrollbesuch wird ein Bericht in drei Ausfertigungen, nach dem vom Minister festgelegten Muster erstellt.

Eine Ausfertigung ist für die Gemeinde bestimmt.

Eine Ausfertigung ist für die Verwaltung bestimmt.

Eine Ausfertigung ist für den Vermieter bestimmt und wird ihm je nach Fall durch die Gemeinde oder durch die Verwaltung übermittelt.

Was den Mieter der durch den Kontrollbesuch betroffenen Wohnung betrifft, er wird je nach Fall durch die Gemeinde oder durch die Verwaltung über den Inhalt des Berichts über den Besuch der Räume, die er zur einzelnen Benutzung bewohnt, und der Gemeinschaftsräume, die zu seiner Verfügung stehen, informiert.

**Art. 19. § 1.** Bei Feststellung von Übertretungen des Dekrets oder des vorliegenden Erlasses stellen die Personen, die den Kontrollbesuch gemacht haben, ein Protokoll nach dem vom Minister festgelegten Muster auf.

Dieses Protokoll wird der Staatsanwaltschaft zugestellt, und je nach Fall wird der Gemeinde oder der Verwaltung innerhalb von zehn Tagen eine Abschrift davon übermittelt.

§ 2. Wenn das Bürgermeister- und Schöffenkollegium in Ausführung von Artikel 6 des Dekrets handelt, wird eine Abschrift von der Mahnung sowie von dem eventuellen Beschluß des Entzugs der Mietgenehmigung innerhalb des laufenden Monats an die Verwaltung zugestellt.

§ 3. Falls das Bürgermeister- und Schöffenkollegium nicht handelt, wird eine Abschrift des Beschlusses der Regierung gemäß Artikel 6 des Dekrets innerhalb des laufenden Monats an die Gemeinde zugestellt.

**Art. 20.** Die Gemeindedienststellen oder, wenn es nicht möglich ist, die Verwaltung füllen das Formular zum Entzug der Mietgenehmigung in vier Ausfertigungen nach dem vom Minister festgelegten Muster aus.

Eine Ausfertigung wird dem Vermieter gegeben.

Eine Ausfertigung wird den Mietern gegeben.

Eine Ausfertigung ist für Gemeinde bestimmt.

Eine Ausfertigung ist für die Verwaltung bestimmt.

**Art. 21.** Das Dekret sowie der vorliegende Erlaß treten am 1. Oktober 1995 in Kraft.

**Art. 22.** Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Juli 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

VERTALING

N. 95 - 2526

[C - 27497]

**20 JULI 1995. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de kwaliteitsnormen van de gemeenschappelijke woningen en kleine eengezinswoningen die als hoofdverblijf worden verhuurd of te huur geboden**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de kwaliteitsnormen van de gemeenschappelijke woningen en kleine eengezinswoningen die als hoofdverblijf worden verhuurd of te huur geboden;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces pour la Région wallonne" (Hoge Raad voor steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest);

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Bepalingen

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 6 april 1995 betreffende de kwaliteitsnormen van de gemeenschappelijke woningen en kleine eengezinswoningen die als hoofdverblijf worden verhuurd of te huur geboden;

2° Minister : de Minister van Huisvesting;

3° Bestuur : de "Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine" (Algemene Directie Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium) van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° gemeente : de gemeente op het grondgebied waarvan de in dit decreet bedoelde woning is gelegen;

5° overeenstemmingsattest : het document waarbij bevestigd wordt dat aan alle bij het decreet of bij dit besluit vastgestelde kwaliteitsnormen wordt voldaan;

6° inspecteur : de persoon die krachtens dit besluit erkend is om het overeenstemmingsattest af te geven.

HOOFDSTUK II. — *Kwaliteitsnormen van de woningen*

**Art. 2.** De krachtens artikel 2, 1°, van het decreet bepaalde ongezondheidsorzaken worden op grond van volgende criteria vastgelegd :

## § 1. Onstandvastigheid

De criteria inzake onstandvastigheid van de buitenmantel en van de draagstructuur van de woning worden bepaald als volgt :

- a) de tekorten of gebreken wat de funderingen betreft;
- b) de wankanten of welvingen naar buiten of binnen van verticale bouwwerken, waardoor de gebouwen dreigen in te storten;
- c) de zichtbare constructiefouten, parasieten of gebreken die de vastheid van de draagstructuur van de vloeren verminderen;
- d) de zijscheuren, parasieten of gebreken die de hoofdfunctie van de geraamten in gevaar brengen;
- e) de spleten of diepe barsten, de uitgesproken bouwvalligheid, de constructiefouten of ieder ander gebrek van dien aard dat het de standvastigheid van het gebouw in gevaar brengt.

Beschouwd wordt als criterium inzake onstandvastigheid van de niet-structurele bestanddelen van de woning, zoals het dakwerk, de scheidingswanden en de plafonds, ieder gebrek dat tot hun val of instorting kan leiden.

## § 2. Vochtigheid

De vochtigheidscriteria zijn de volgende :

- a) doorsijpelingen die voortvloeien uit een gebrek aan waterdichtheid van de dakbedekking, de muren of de buitenbetimmering;
- b) opdrijvende vochtigheid in de muren of vloeren;
- c) een sterke condensatie toegeschreven aan de technische kenmerken van de verschillende buitenwanden of aan de onmogelijkheid om voor een normale verluchting te zorgen.

## § 3. Huiszwam

Het ongezondheids criterium met betrekking tot huiszwam is de aantasting door de zogenaamde zwam "Merulius serpula lacrimans" of door iedere zwam met gelijksoortige effecten.

## § 4. Structurele of conceptuele onangepastheid van het gebouw

Het criterium "structurele of conceptuele onangepastheid" is de onvoldoende of onredelijke grootte m.b.t. het volume, de afmetingen, de inrichting of de gangen, met name:

- een onveranderlijke grondslagbreedte die minder dan 3 meter bedraagt;
- de breedte van de enige gevel die minder dan 4 meter bedraagt;
- de grootste gevelbreedte die minder dan 3 meter bedraagt.

## § 5. Natuurlijke verlichting en verluchting

Beschouwd worden als ongezondheidscriteria inzake natuurlijke verlichting en verluchting :

- a) de totale oppervlakte van de ramen van ieder woonvertrek is kleiner dan 1/12 van de vloeroppervlakte;
- b) het feit dat een woonvertrek of een sanitair lokaal niet voorzien is van een raamopening, een rooster of een naar buiten geopende luchtkoker waarvan de oppervlakte van de vrije ruimte in open stand voor de luchtingang meer dan 0,08 % van de vloeroppervlakte bedraagt;
- c) een vertrek met minder dan 4 m<sup>2</sup> van zijn oppervlakte onder een vrije plafondhoogte van minimum 2,20 m in het dagvertrek en 2 meter in het nachtvertrek.

## § 6. Inrichting

De ongezondheidscriteria m.b.t. de inrichting berusten op het niet-naleven van volgende eisen :

1° voor iedere eengezinswoning of gemeenschappelijke woning :

- a) minstens één permanent toegankelijk tappunt voor drinkwater;
- b) een veilige elektrische installatie;
- c) een afvoernet voor het afvalwater, dat aangesloten is op de openbare riolering of een ander gepast systeem waarvan de goede werking verzekerd is;
- d) een WC die uitsluitend door de bewoners van de woning gebruikt wordt;
- e) een systeem dat een vast verwarmingspunt in de woonvertrekken toelaat en absoluut veilig is;
- f) in geval van gasinstallatie : een absoluut veilige installatie.

2° voor iedere gemeenschappelijke woning :

- a) een tappunt voor drinkwater voor individueel gebruik;
- b) een tappunt voor drinkwater in elke voor gemeenschappelijk gebruik bestemde ruimte die als keuken dient;
- c) een WC zowel per groep of groepgedeelte van 5 ruimten voor individueel gebruik als per groep of groepgedeelte van 7 bewoners;
- d) een WC voor maximum twee woonverdiepingen.

Voor de toepassing van de bepalingen bedoeld onder de punten 1°, d) en 2°, c) en d) :

- 1° indien de WC op een gierput aangesloten is, moet hij langs buiten toegankelijk zijn;
- 2° indien de WC voor individueel gebruik is bestemd, kan hij niet rechtstreeks naar een woonkamer doorlopen tenzij :

- a) de WC en de woonkamer deel uitmaken van dezelfde eengezinswoning;
- b) de WC zich in een lokaal bevindt met een oppervlakte gelijk aan of groter dan 4 m<sup>2</sup>, voorzien van een ventilatieopening voor rechtstreekse ventilatie naar de buitenlucht;

3° de WC voor individueel gebruik kan slechts rechtstreeks naar een nachtvertrek doorlopen indien beide deel uitmaken van dezelfde eengezinswoning;

4° de WC voor gemeenschappelijk gebruik mag niet rechtstreeks naar een woonkamer doorlopen.

## § 7. Verkeer

De ongezondheidscriteria m.b.t. het verkeer berusten op het niet-naleven van volgende eisen :

- a) om iedere val te voorkomen moeten de vloeren en houten vloeren effen en standvastig zijn;
- b) de trap die naar de woonruimten leidt, moet vast en stabiel zijn en met horizontale treden en een stijve trapleuning uitgerust zijn; bovendien moet hij overeenstemmen met de formule :  $2H + G > 50$  cm, mits inachtneming van volgende voorwaarde  $H < G$ , waarin H de hoogte is en G de aantrede;

c) de verdiepingsopeningen betreffende hetzij een deur (D1), hetzij een venster waarvan de dorpel zich op minder dan 0,50 meter van de vloer bevindt, moeten voorzien zijn van een balustrade indien ze uitgerust zijn met een opengaand systeem.

**Art. 3.** De in uitvoering van artikel 2, 2°, van het decreet vastgestelde oppervlakenormen worden bepaald als volgt :

§ 1. Eengezinswoning

a) Bewoonbare oppervlakte van de woning

De bewoonbare oppervlakte van de woning moet minstens 20 m<sup>2</sup> voor één persoon en 28 m<sup>2</sup> voor twee personen bedragen.

Wanneer de drie functies - keuken - woonkamer - slaapkamer - echter binnen dezelfde ruimte plaatsvinden, kan de bewoonbare oppervlakte tot 15 m<sup>2</sup> worden teruggebracht voor één persoon, 23 m<sup>2</sup> voor twee personen en 28 m<sup>2</sup> voor drie personen.

b) Bewoonbare oppervlakte van minstens één ruimte van de woning

Iedere woning moet minstens één vertrek bevatten met een minimumoppervlakte van 6,5 m<sup>2</sup> voor één persoon en 9 m<sup>2</sup> voor twee of meer personen.

§ 2. Gemeenschappelijke woning

a) Bewoonbare oppervlakte van de ruimten voor individueel gebruik

Per gezin moet de bewoonbare oppervlakte van de voor individueel gebruik bestemde ruimten minstens 10 m<sup>2</sup> voor één persoon en 12 m<sup>2</sup> voor twee personen bedragen.

Wanneer een gezin voor eigen gebruik over meerdere ruimten beschikt, moet minstens één ervan een minimumoppervlakte hebben van 6,5 m<sup>2</sup> voor één persoon en van 9 m<sup>2</sup> voor twee personen.

b) Bewoonbare oppervlakte van de lokalen voor gemeenschappelijk gebruik

De bewoonbare oppervlakte van de lokalen voor gemeenschappelijk gebruik hangt af zowel van het totale aantal ruimten voor individueel gebruik als van het aantal bewoners ervan. Voor die oppervlakte moeten volgende voorwaarden worden vervuld :

- voor minder dan 6 woonruimten voor individueel gebruik moet de oppervlakte van de lokalen voor gezamenlijk gebruik minstens 5 m<sup>2</sup> bedragen; boven 5 woonruimten voor individueel gebruik moet die minimale oppervlakte vergroot worden met 5 m<sup>2</sup> per gehele groep of gedeelte van groep van 3 bijkomende woonruimten voor individueel gebruik;

- voor een groep van minder dan 8 bewoners bedraagt de minimale bewoonbare oppervlakte van de lokalen voor gemeenschappelijk gebruik 5 m<sup>2</sup>; boven 7 bewoners wordt deze minimale oppervlakte vergroot met 5 m<sup>2</sup> per gehele groep of gedeelte van groep van 7 bijkomende bewoners.

c) Individuele en gemeenschappelijke bewoonbare oppervlakte per gezin

Per gezin moet de som van de oppervlakten van de voor eigen gebruik bestemde woonruimten en van de oppervlakten van de voor gezamenlijk gebruik bestemde lokalen minstens 20 m<sup>2</sup> voor één persoon en 28 m<sup>2</sup> voor twee personen bedragen.

Om na te gaan of deze voorwaarde vervuld is, komen de bewoonbare oppervlakten van de ruimten voor gemeenschappelijk gebruik slechts in aanmerking indien die ruimten gelegen zijn hetzij op dezelfde verdieping, hetzij op de verdiepingen onmiddellijk boven of beneden die van de betrokken ruimten voor individueel gebruik.

In afwijking van punt b) hierboven worden de bewoonbare oppervlakten voor individueel gebruik, wanneer een gezin in de voor eigen gebruik bestemde ruimte(n) over de drie functies - keuken, woonkamer, slaapkamer - beschikt, aan de voorschriften van de eengezinswoning onderworpen, zoals bepaald in § 1, a), en moet voor het betrokken gezin niet voorzien worden in een bewoonbare oppervlakte van voor gemeenschappelijk gebruik bestemde ruimten. Bovendien komen noch het aantal voor individueel gebruik bestemde ruimten van dat gezin noch het aantal bewoners van die ruimten in aanmerking om de bewoonbare oppervlakte van eventuele voor gemeenschappelijk gebruik bestemde ruimten te bepalen.

**Art. 4.** De normen m.b.t. het aantal voor individueel gebruik bestemde woonruimten per gezin worden krachtens artikel 2, 2°, van het decreet bepaald als volgt :

a) één ruimte per paar;

b) één ruimte per persoon of per groep van twee personen van hetzelfde geslacht;

c) één ruimte per paar en een kind dat jonger is dan 8 jaar;

d) één ruimte per volwassene en twee kinderen die jonger zijn dan 8 jaar.

**Art. 5.** Voor elk gebouw met minstens één woning zoals bedoeld in het decreet, worden de normen m.b.t. de bescherming van het private leven krachtens artikel 2, 3°, van het decreet bepaald als volgt :

1° de toegang tot het gebouw alsmede tot iedere woning die onder toepassing van het decreet valt, moet voorzien zijn van deuren die op slot kunnen worden gedaan. De huurder moet in het bezit zijn van twee exemplaren van de nodige sleutels voor de toegang tot het gebouw en de gedeelten die hij individueel bewoont;

2° hetzelfde gezin moet toegang hebben tot iedere woonruimte voor eigen gebruik zonder door een woonruimte voor eigen gebruik van een ander gezin te moeten komen;

3° alle wc's, wasruimten, badkamers moeten op slot kunnen worden gedaan, behalve voor een eengezinswoning en voor een gebouw met meerdere woningen waarvan de betrokken lokalen slechts toegankelijk zijn voor het gezin dat deze woning bewoont;

4° de hoofdingang van het gebouw moet voorzien zijn van individuele bellen zodat ieder gezin rechtstreeks kan worden opgezocht;

5° ieder gezin moet beschikken over een brievenbus die op slot kan worden gedaan.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende de inspecteurs*

**Art. 6.** De volgende personen mogen de functie van inspecteur vervullen :

1° gemeenteamttenaren van niveau 1, 2+ en 2 die over de technische kennis m.b.t. het bouwwezen beschikken,

2° personen die geen gemeenteamttenaar zijn maar houder zijn van één van de volgende diploma's

- architect;

- burgerlijk ingenieur-architect;

- burgerlijk bouwkundig ingenieur;

- industrieel ingenieur bouwkunde;

- technisch bouwkundig ingenieur;

- landmeter-expert onroerende goederen.

**Art. 7. § 1.** Volgende personen worden door de Minister als inspecteur erkend :

1° de door de burgemeester aangewezen gemeentebtenaren die opgenomen zijn op een door de gemeente aan het bestuur doorgezonden lijst;

2° de architecten die geen gemeentebtenaar zijn, de functie van inspecteur wensen te vervullen en opgenomen zijn op de door de Orde van architecten aan het bestuur doorgezonden lijst.

3° de andere in artikel 6, 2°, bedoelde personen die het bestuur rechtstreeks laten weten dat zij de functie van inspecteur wensen te vervullen.

§ 2. Alvorens erkend te worden moet de inspecteur zich ertoe verbinden geen opdracht te vervullen indien hij, hetzij persoonlijk, hetzij via tussenpersonen, enig belang heeft dat zijn opdracht zou kunnen beïnvloeden.

Het bestaan van belangen is reëel :

1° in geval van bloedverwantschap of aanverwantschap tot in de vierde graad, inclusief tussen de inspecteur en de verhuurder of diens echtgenoot;

2° wanneer er een gezagsverhouding bestaat tussen de inspecteur en de huurder of diens echtgenoot;

3° indien de verhuurder een privaatrechtelijk rechtspersoon is, in geval van bloedverwantschap of aanverwantschap tot in de vierde graad, inclusief tussen de inspecteur en iedere andere persoon die in opdracht van de verhuurder een leidings- of beheersmacht uitoefent;

4° wanneer de inspecteur, persoonlijk of via een tussenpersoon, eigenaar, medeëigenaar of actieve vennoot van een privaatrechtelijk rechtspersoon is die als verhuurder handelt, of zelf of via een tussenpersoon van rechtswege of feitelijk een leidings- of beheersbevoegdheid uitoefent;

5° wanneer de inspecteur, persoonlijk of via een tussenpersoon één of meerdere aandelen bezit die gelijk zijn aan minstens 5 van het maatschappelijk kapitaal van een privaatrechtelijk rechtspersoon die als verhuurder handelt.

**Art. 8.** Voor het vervullen van de in artikel 12, eerste lid, bedoelde opdrachten mag de gemeente noch de krachtens artikel 7, § 1, 2° en 3°, erkende inspecteur van de verhuurder een bezoldiging eisen die, excl. B.T.W., hoger is dan :

1° 5 000 F in geval van eengezinswoning;

2° 5 000 F, te verhogen met 1 000 F per woonruimte voor individueel gebruik, in geval van gemeenschappelijke woning.

**Art. 9.** De Minister trekt de erkenning van de inspecteur in als hij :

1° niet langer voldoet aan één van de erkenningsvoorwaarden;

2° de in artikel 7, § 2, bedoelde verbintenis niet is nagekomen;

3° een grove beroepsfout heeft begaan.

De intrekking van de erkenning wordt per aangetekend schrijven aan de inspecteur betekend.

#### HOOFDSTUK IV

##### *Procedure voor het verkrijgen van een overeenstemmingsattest en de afgifte van een verhuurvergunning*

**Art. 10.** De verhuurder verzoekt de gemeente om het formulier voor het verkrijgen van het overeenstemmingsattest.

Het formulier waarvan het model door de Minister is vastgesteld, wordt binnen acht dagen na ontvangst van de aanvraag in tweevoud aan de verhuurder afgegeven.

**Art. 11.** Voor ieder exemplaar van het in artikel 10 bedoelde formulier vult de verhuurder de rubrieken in m.b.t. zijn personalia alsmede de identificatie van het betrokken gebouw en de te bezichtigen woning.

De verhuurder neemt contact op hetzij met de gemeente, indien hij kiest voor een inspecteur die gemeentebtenaar is, hetzij met een krachtens artikel 7, § 1, 2° en 3°, erkende inspecteur. In onderlinge overeenstemming tussen de inspecteur, de verhuurder en de huurder wordt een datum vastgesteld voor de bezichtiging van de woning.

**Art. 12.** Na bezichtiging van de woning vult de inspecteur het in artikel 10 bedoelde formulier in tweevoud in.

Indien uit de bezichtiging van de woning blijkt dat aan de in de artikelen 2 tot 5 bedoelde normen wordt voldaan, maakt de inspecteur het overeenstemmingsattest in tweevoud op volgens het door de Minister vastgestelde model.

Indien de in de artikelen 2 tot 5 bedoelde normen niet volledig worden nageleefd, maakt de inspecteur, in de daarvoor bestemde rubriek van het formulier, een lijst op van de uit te voeren werken.

**Art. 13.** De inspecteur bewaart een exemplaar van de door hem ingevulde en opgemaakte documenten en overhandigt het andere exemplaar aan de verhuurder.

Wanneer de inspecteur de bepaling van artikel 12, derde lid, heeft moeten toepassen, brengt hij de gemeente en het bestuur onmiddellijk op de hoogte en bezorgt hij hen een kopie van het door hem ingevulde formulier.

Wanneer een overeenstemmingsattest wordt afgegeven, zendt de verhuurder zijn aangifte voor een verhuurde of te huur geboden woning, d.m.v. het door de Minister vastgestelde model, samen met het originele formulier en het originele overeenstemmingsattest per aangetekend schrijven aan de gemeente. De gemeente moet deze documenten bewaren en een kopie van aan het bestuur zenden.

**Art. 14.** Zodra de gemeentelijke diensten in het bezit zijn van de behoorlijk ingevulde documenten, bedoeld in artikel 13, derde lid, vullen ze de verhuurvergunning van de betrokken woning in vier exemplaren in, d.m.v. het door de Minister opgemaakte model, zodat het college van burgemeester en schepenen de verhuurvergunning kan afgeven overeenkomstig de bepalingen van artikel 3, tweede lid, van het decreet.

Twee exemplaren van de verhuurvergunning worden aan de verhuurder overhandigd; één exemplaar wordt naar het bestuur gezonden en één exemplaar wordt bij het gemeentebestuur bewaard.

**Art. 15.** Wanneer de verhuurder krachtens artikel 4 van het decreet om een voorlopige verhuurvergunning verzoekt, zendt hij het door de inspecteur ingevulde originele formulier per aangetekend brief aan de gemeente, samen met een voor eensluidend verklaard afschrift van de behoorlijk geregistreerde originele renovatiehuurovereenkomst.

Indien het college van burgemeester en schepenen beslist een voorlopige verhuurvergunning te verlenen, vullen de gemeentelijke diensten deze vergunning in vier exemplaren in volgens het door de Minister vastgestelde model. Twee exemplaren ervan worden door de gemeentelijke diensten binnen veertien dagen na de beslissing van het college van burgemeester en schepenen aan de verhuurder afgegeven; één exemplaar wordt aan het bestuur gezonden en één door de gemeente bewaard.

Indien het college van burgemeester en schepenen weigert de voorlopige verhuurvergunning te verlenen, betekenen de gemeentelijke diensten de beslissing aan de verhuurder binnen veertien dagen na de beslissing en zenden ze een afschrift van de betekening aan het bestuur.

HOOFDSTUK V. — *Controle en straffen*

**Art. 16.** De personen die bevoegd zijn om op eigen initiatief of op grond van klachten controlebezoeken uit te voeren, worden door de Minister onder de inspecteurs die gemeentebestuurder zijn en onder de ambtenaren van het bestuur aangewezen.

Iedere klacht m.b.t. eventuele overtredingen van bepalingen van het decreet of van dit besluit kan bij de gemeente of bij het bestuur worden ingediend.

**Art. 17.** Binnen veertig dagen na ontvangst van een klacht wordt een controlebezoeking door de daartoe aangewezen gemeentebestuurders uitgevoerd als de klacht bij de gemeente is ingediend en door de binnen het bestuur aangewezen personen als ze bij het bestuur is ingediend.

De gemeente kan de bij haar ingediende klacht binnen acht dagen na ontvangst ervan naar het bestuur doorzenden.

Wanneer een bij de gemeente ingediende klacht betrekking heeft op een woning waarvoor het overeenstemmingsattest is opgemaakt door een inspecteur die gemeentebestuurder is, moet de klacht automatisch naar het bestuur worden doorgezonden.

**Art. 18.** Over de in artikel 17 bedoelde controlebezoeking wordt een verslag in drie exemplaren uitgebracht volgens het door de Minister vastgestelde model.

Eén exemplaar is voor de gemeente bestemd.

Eén exemplaar is voor het bestuur bestemd.

Eén exemplaar is voor de verhuurder bestemd en wordt hem, naargelang het geval, door de gemeente of door het bestuur toegezonden.

De verhuurder van de bij de controlebezoeking betrokken woning wordt, naargelang het geval, door de gemeente of door het bestuur ingelicht over de inhoud van het verslag omtrent de bezoeking van de lokalen die hij individueel bewoont en van de lokalen voor gemeenschappelijk gebruik waarover hij mag beschikken.

**Art. 19. § 1.** Indien overtredingen van het decreet of van dit besluit worden vastgesteld, wordt, d.m.v. het door de Minister vastgestelde formulier, proces-verbaal opgemaakt door de personen die de controlebezoeking hebben uitgevoerd.

Het proces-verbaal wordt naar het openbaar ministerie verstuurd en, naargelang het geval, wordt binnen tien dagen een kopie ervan aan de gemeente of aan het bestuur gezonden.

§ 2. Wanneer het college van burgemeester en schepenen krachtens artikel 6 van het decreet handelt, wordt binnen één maand een afschrift van de aarumaring alsmede van de eventuele beslissing om de verhuurvergunning in te trekken, aan het bestuur gezonden.

§ 3. Indien het college van burgemeester en schepenen verzuimt op te treden, wordt een afschrift van de beslissing van de Regering overeenkomstig artikel 6 van het decreet binnen één maand aan de gemeente gezonden.

**Art. 20.** De gemeentelijke diensten of, bij gebreke hiervan, het bestuur vullen het formulier m.b.t. de intrekking van de verhuurvergunning in vier exemplaren in d.m.v. het door de Minister vastgestelde formulier.

Eén exemplaar wordt aan de verhuurder overhandigd.

Eén exemplaar wordt aan de huurders overhandigd.

Eén exemplaar is voor de gemeente bestemd.

Eén exemplaar is voor het bestuur bestemd.

**Art. 21.** Het decreet en dit besluit treden in werking op 1 oktober 1995.

**Art. 22.** De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juli 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

## MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

**19 JUIJ 1995.** — Arrêté ministériel modifiant et complétant la liste des ingénieurs et agents mentionnés dans l'arrêté ministériel du 3 décembre 1991 relatif à la désignation des ingénieurs et fonctionnaires chargés de la surveillance des installations de transport et de distribution de produits gazeux et autres par canalisations

Le Ministre des Affaires économiques,

Vu l'arrêté royal du 27 décembre 1971 relatif à la surveillance des installations de transport et de distribution de produits gazeux et autres par canalisations;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 1991 relatif à la désignation des ingénieurs et fonctionnaires chargés de la surveillance des installations de transport et de distribution de produits gazeux et autres par canalisations;

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

**19 JUNI 1995.** — Ministerieel besluit tot wijziging en aanvulling van de lijst van ingenieurs en beamten vermeld in het ministerieel besluit van 3 december 1991 betreffende de aanduiding van de ingenieurs en ambtenaren gelast met het toezicht op de installaties voor het vervoer en de distributie van gasachtige produkten en andere door middel van leidingen

De Minister van Economische Zaken,

Gelet op het koninklijk besluit van 27 december 1971 betreffende het toezicht op de installaties voor het vervoer en de distributie van gasachtige en andere produkten door middel van leidingen,

Gelet op het ministerieel besluit van 3 december 1991 betreffende de aanduiding van de ingenieurs en ambtenaren gelast met het toezicht op de installaties voor het vervoer en de distributie van gasachtige produkten en andere door middel van leidingen,